



CDEN du 18 octobre 2024

Madame la Directrice académique, Madame la Vice-Présidente, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Que dire de cette rentrée qui accueille après des mois d'attente, la nomination d'une Ministre de l'Éducation nationale mais dont le discours de passation ne laisse que peu d'espoir sur la suite : "le cap ne changera pas" !

Nous n'avons guère été plus rassurés pour la réussite des élèves, avec la nomination d'un ardent défenseur de l'école... privée, à "la réussite scolaire". Le nouveau secrétaire à la réussite scolaire qui fait preuve d'un déni des réalités sociales et économiques des territoires, en réfutant le manque de mixité scolaire dans notre pays. "La stratégie résidentielle", qu'il accuse d'être la principale cause de ce problème, n'est en réalité le fait que de quelques privilégiés.

Que dire du budget 2025 qui prévoit la suppression de 4000 postes d'enseignants alors même que la baisse des effectifs pourrait être l'occasion d'offrir de meilleures conditions d'apprentissage et de réussite aux élèves. Elle pourrait permettre un meilleur remplacement des enseignants et motiver des vocations.

Mais ce que nous constatons c'est que ces mesures ne vont faire qu'augmenter les phénomènes contre lesquels nous luttons.

La pauvreté qui s'accroît avec, en 4 ans, une hausse de 120 % d'enfants qui dorment dans la rue ; soit plus de 2000 enfants. Quelle égalité des chances pour ces élèves ?!

Les inégalités qui s'accroissent avec une mise en place inégale et quelquefois catastrophique des groupes de niveau/besoin dans les collèges. Une désaffection de la fonction de professeur principal qui rend le suivi des situations particulières des classes et des élèves, très difficile. Les solutions alternatives mises en place concourent à la dévalorisation du rôle du professeur principal limité à sa mission administrative. Son rôle de médiateur dans la classe et de suivi des situations particulières des élèves ne peut être rempli.

Mais aussi un manque d'AESH, d'AED, de psyEN, d'infirmières, de professeur criant dans le second degré, avec, pour notre enquête, 57 % des établissements dans lesquels il manque au moins un enseignant. Dans certaines matières, Mathématiques, Anglais, dans certains collèges et lycées, des classes entières sont sans enseignant depuis le début de l'année. Dans certains cas, Parcoursup sera donc alimenté en mars par des notes de contrôle continu basées sur des enseignements non dispensés... Les conséquences de l'absence de remplacement de professeurs sont vertigineuses notamment pour les classes à examen.

Comment assurer une réelle continuité pédagogique et comment faire pour rattraper toutes ces heures d'enseignement perdues ?

La souffrance psychologique des élèves s'accroît également. Après la mise en place de la mécanique Parcoursup au lycée, dont il n'est plus besoin de démontrer les failles, la même souffrance psychologique et le même besoin de performances se sont invités au collège avec la réforme du choc des savoirs et en élémentaire avec la mise en place des évaluations nationales standardisées du CP au CM2.

Quant à l'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle qui devrait permettre de renforcer les compétences relationnelles et émotionnelles des jeunes, leur apporter connaissance et estime de soi, nous constatons que sa mise en place déjà très inégale est rendue difficile voir empêchée par une augmentation des actions des « parents vigilants ». Les textes doivent être appliqués et respectés !

Nous demandons qu'une réelle communication soit faite à l'attention des familles, expliquant son contenu.

Les enseignants, les enseignements et les interventions des associations qui épaulent la lutte contre les LGBTphobies, l'éducation à la vie sexuelle et affective, les droits des personnes migrantes, et tout ce qui a trait à la dignité humaine et à la laïcité, doivent être maintenues, soutenues et renforcées.

Ne laissons pas, ne laissez pas les jeunes générations basculer dans l'ignorance à la merci de manipulateurs qui déforment les faits et attisent les conflits et les haines qui agitent notre société.

Nous restons fermes sur nos valeurs notamment en termes de laïcité, de gratuité, de mixité sociale, d'argent public, d'égalité et de droit à l'éducation.

Nous, parents d'élèves, exigeons de ce nouveau ministère, prioritairement, le respect des droits de chaque élève de l'École publique avec :

- Le recrutement d'enseignants en nombre suffisant, partout où cela est nécessaire.
- Le respect du nombre d'heures dues, par le remplacement systématique et dès la première heure des professeurs absents.
- La réduction des effectifs par classe et l'arrêt total des fermetures de classe.
- Le recrutement d'accompagnateurs d'élèves à besoins particuliers pour que l'inclusion et l'égalité des chances soient enfin une réalité.
- La prise en compte effective de la santé mentale des jeunes en tant que priorité nationale : recrutement de personnel de santé, arrêt des évaluations permanentes, orientation choisie et non subie...
- La mise en place réelle et effective du programme de l'EVRAS dans tous les établissements et tous les niveaux, de la maternelle au lycée.

Nous resterons vigilants à ce que l'intérêt des élèves et de leur famille reste la boussole de la prochaine feuille de route ministérielle, malgré les restrictions budgétaires annoncées.

Attachés à la réussite de tous les jeunes, nous exigeons des moyens à la hauteur des besoins, qui permettent aux établissements scolaires de jouer pleinement leur rôle.

Nous vous remercions de votre attention.

La FCPE 33